

et au pays également, un gouvernement libéral antérieur dont l'attitude arrogante laissait entendre: «Nous savons ce qui vous convient; alors tenez-vous tranquilles et prenez ce qu'on vous donne». Nous avons le droit d'être entendus. Nous déclarer ouvertement contre ce drapeau blanc, c'est la seule arme dont nous disposions pour manifester notre opposition. C'est notre droit et aussi notre devoir de nous en servir au maximum.

Les drapeaux des grandes nations du monde ont été au cours des ans un symbole, un point de ralliement dans les périodes de crise. La bannière étoilée des États-Unis, l'Union-Jack et le drapeau tricolore de France ont rapproché des hommes de race et de religion différentes. Maintenant notre premier ministre (M. Pearson) a l'intention d'imposer à des millions de loyaux Canadiens un drapeau sans tradition, un drapeau qui, d'après des sondages d'opinion récents, est moins populaire auprès du public que celui que nous avons maintenant. Loin de favoriser l'unité, il sème la division à un moment où le Canada s'inquiète déjà au plus haut point du mécontentement qui existe dans une de ses provinces fondatrices. Je signale au premier ministre que neuf des dix provinces du Canada ont indiqué qu'un plus grand nombre de leurs citoyens préférèrent le pavillon rouge à tout autre drapeau. Je signale au gouvernement que des millions de loyaux Canadiens, par exemple les membres de l'Ordre impérial des filles de l'Empire, des cercles orangistes, des instituts féminins, de la Légion canadienne, de la *Canadian Corps Association* et de nombre d'autres associations ont publiquement manifesté leur entier appui à ce drapeau reconnu comme notre emblème depuis de nombreuses années.

J'aimerais parler du discours prononcé par le premier ministre lors de l'inauguration du congrès de la Légion royale canadienne, à Winnipeg, en mai, pour présenter son projet de drapeau. J'assistais à la réunion. Je m'intéresse depuis des années au bien-être des anciens combattants et je me suis dévoué à la cause de la Légion, tant à l'échelon provincial qu'à l'échelon national. Je ne suis pas de ceux qui ont interrompu le premier ministre. Les sentiments de la Légion royale canadienne concernant le pavillon rouge du Canada sont bien connus. La Légion est en faveur du pavillon rouge et elle préconise la tenue d'un référendum sur la question du drapeau. Je possède un volumineux dossier de télégrammes et de lettres en faveur du pavillon rouge du Canada. Parmi ces communications se trouve une lettre où, au nom de son organisme, le président national de la Légion appuie le pavillon rouge du Canada. Une autre lettre m'a été envoyée par le président de la Légion, au Nouveau-Brunswick, poste que j'ai déjà détenu. L'intéressé, un de mes meilleurs amis, est aussi en faveur du pavillon rouge du Ca-

nada. Le représentant de Victoria-Carleton (M. Flemming) a parlé de lui. C'est un ancien combattant qui a reçu la DFC; son frère est mort au cours de la seconde guerre mondiale. Comme l'a signalé le député, cet homme est, depuis des années, un loyal partisan du premier ministre et de son parti.

A l'ouverture du congrès de la Légion canadienne, plus d'un millier d'anciens combattants étaient présents et je crois pouvoir affirmer qu'une dizaine ou une vingtaine tout au plus ont protesté lors du discours du premier ministre. Je n'approuve pas cette façon d'agir, monsieur l'Orateur, mais je m'étonne qu'il n'y en ait pas eu un plus grand nombre qui aient réagi. La plupart d'entre eux ont dû être profondément blessés. Les délégués méritent certes des louanges pour la modération admirable dont ils ont su faire preuve.

Comme le signale la Légion canadienne, dans un éditorial du numéro de juillet du *Legionary*, dont tous les députés, je crois, possèdent un exemplaire:

Aucun des directeurs de la Légion, de quelque niveau que ce soit, n'avait été prévenu, ni par le premier ministre, ni par aucun des membres de son personnel, que son discours à la cérémonie d'ouverture porterait surtout sur la question du drapeau et qu'il en ferait un tremplin pour lancer une campagne nationale au sujet du drapeau.

Le premier ministre n'avait donné aucun préavis de son intention à la Légion, mais, évidemment, la tribune parlementaire d'Ottawa et d'autres représentants de la presse, de la radio et de la télévision avaient été avertis, car ils se sont retrouvés à Winnipeg au complet.

Personnellement, je crois, tout comme les autres, qu'il était exceptionnellement de mauvais goût, de la part du premier ministre, de lancer ce défi, lors du congrès national, à un organisme de haut calibre tel que la Légion canadienne. Quelques jours plus tard, une des caricatures les plus méchantes que j'aie jamais vues a paru dans le *Citizen* d'Ottawa. Ce dessin montrait deux anciens combattants, évidemment membres de la Légion canadienne, manifestement en état d'ivresse. Par la fenêtre, on voyait M. Pearson passer en courant avec son drapeau trifolié; la légende était celle-ci: «Nous lui avons montré de quel bois nous nous chauffons». Le dessin laisse entendre que les anciens combattants et les membres de la Légion canadienne sont des ivrognes et des rustres. C'est une insulte gratuite à l'endroit de cet organisme, porte-parole reconnu du million—et davantage—d'hommes et de femmes, qui, comme le premier ministre du pays, le très honorable chef de l'opposition (M. Diefenbaker) et bien d'autres, ont revêtu l'uniforme canadien et ont offert leur vie pour défendre cette liberté dont nous jouissons aujourd'hui dans le pays. Je n'ai vu aucune excuse dans le *Citizen* d'Ottawa, pour cette caricature. Le maire d'Ottawa, M<sup>11e</sup> Whitton, a eu le mérite